

Analyse de la contribution au débat sur la refondation

de l'éducation du MSJEPVA :

Nous pointons des confusions, des dilutions, des créations des écoles de "territoires" et qui n'apportent rien aux enjeux et problématiques de réussite et d'apprentissage des élèves.

Le Ministère propose d'apporter sa contribution pour faire réussir tous les élèves et lutter contre les inégalités. « Généreux » avec son 0.14% du budget de l'Etat et ses 251 millions du programme sport, le MSJEPVA ambitionne d'y contribuer sans fard. Pour cela il prône des :

- Des rythmes éducatifs adaptés,
- La lutte contre le décrochage scolaire,
- Le service public d'orientation,
- Pour une vraie formation initiale et continue,
- Une gouvernance renouvelée,
- Une école attentive à la santé des élèves.

Mais au delà de la prétention affichée, des affirmations et poncifs gratuits sur l'école et sans véritablement poser les problèmes ni le contexte de celle-ci qui est baignée dans une société de plus en plus inégalitaire, traversée par une crise sociale et économique majeure, la grande majorité des solutions proposées sont inquiétantes pour l'école, l'EPS et le sport.

Je vous laisse apprécier vous-mêmes en lisant la contribution qui se trouve sur notre site. Les propositions sont dans la continuité de ce que nous entendons depuis des années au nom du fameux principe galvaudé « *de complémentarité* ».

Le service public national laïque d'éducation se transformerait en école du local avec « *des projets éducatifs de territoire (PET),...* » se combinant avec les CEL existants et des « *projets sportifs de territoire* ». Il faudrait « *rendre obligatoire la mise en oeuvre d'un partenariat au niveau local entre les collectivités territoriales, l'Etat (avec tous ses ministères) et les associations* ». L'entrée dans l'école (sur la pause méridienne, en début d'après midi, en fin d'après midi, pendant les vacances) des mouvements associatifs dont le mouvement sportif et des collectivités y est prônée. Elle se ferait aussi sur ces temps « *flous* » que sont le péri scolaire et l'extra scolaire. Tout cela créerait des rythmes éducatifs adaptés, un des piliers de la refondation de l'école.

La plupart des propositions ne font qu'amplifier les confusions des missions et des métiers. Les statuts, les contrats et les employeurs seraient multiples. Les enseignants seraient « *incités à exercer des fonctions d'animation et de direction des centres de vacances ou des accueils de loisirs* » pour mieux connaître ce que recouvre le péri scolaire et l'extra scolaire.

Réciproquement les intervenants jeunesse, éducation populaire, sport se verraient « *sensibilisés et former aux objectifs, moyens et fonctionnement de l'enseignement scolaire* ». Pour ce faire des formations communes « *pourraient être envisagées au sein des ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation) et des CREPS* ».

La contribution fait également référence aux « *emplois d'avenir professeurs* ».

On retrouve ainsi l'idée de « *favoriser les passerelles entre le milieu sportif scolaire, universitaire et le milieu sportif fédéral associatif* ». « *Il est en conséquence opportun de poursuivre la promotion de l'intervention des clubs au sein des enceintes scolaires et universitaires d'une part et d'autre part de coordonner l'action de l'Etat en direction des fédérations scolaires et universitaires* ».

Une gouvernance renouvelée de l'école se ferait dans les co-partenariats des CEL, des PET, et d'une contractualisation pilotée par les collectivités territoriales, en s'appuyant sur des dispositifs existants dont certains, comme l'accompagnement éducatif n'ont pas fait l'objet d'analyse critique. Le MSJEPVA soutient que l'éducation doit être une construction collective permettant à tous les intervenants des temps de l'enfant (dont les enseignants !!!), d'élaborer un projet global et partagé,...

Enfin le MSJEPVA affirme « *dans le cadre d'une école attentive à la santé des élèves... la promotion du sport comme outil de santé publique est au coeur des priorités du ministère en matière de politique sportive, et elle doit commencer au plus tôt, dès l'école... de réaffirmer l'importance de l'EPS dans le cursus des élèves* ». Alors pourquoi n'est-il pas demandé une augmentation d'horaire de l'EPS ni du nombre de postes de médecins et d'infirmiers(es) ?

Pour conclure nous retenons des propositions s'empilant et des mots comme partenariat, les fiches actions, le partage des cultures, le co-pilotage, la co-construction... constituant un bricolage et une usine à gaz, qui conduisent au final d'une part à masquer le renoncement à une véritable refondation d'une école exigeante et démocratisée, et d'autre part à créer une soit disant contribution du MSJEPVA pour cette refondation, alors qu'il a déjà fort à faire pour remplir ses propres missions. Nous devons être très vigilants à l'acte 3 de la décentralisation qui se prépare.

Pascal ANGER